

Le rapport du Ministre Colombien des Affaires Etrangères devant les Nations Unies reçoit des critiques.



Bogota, 16 Juillet (RHC) Les politiciens ont critiqué aujourd'hui le rapport de la Vice-Présidente et Ministre des Affaires Etrangères de la Colombie Marta Lucia Ramirez devant les Nations Unies. Elle a affirmé que la mort de manifestants lors des récentes protestations sociales est la responsabilité de vandales. À cet égard, l'ancienne sénatrice et militante Piedad Córdoba a déclaré que le haut fonctionnaire "ment et elle le sait".

L'ancienne sénatrice et militante a souligné que Marta Lucia Ramírez a déclaré à l'ONU, qu'il y a eu des manifestations en Colombie soutenues par le gouvernement, alors qu'en réalité elles étaient contre l'administration du gouvernement d'Iván Duque et que la police était la responsable de presque tous les morts.

La Conseillère Municipale de Bogotá, Heidy Sánchez, a également déclaré sur son compte Twitter que le Vice-Présidente et Ministre des Affaires Etrangères de la Colombie avait menti de manière cynique en affirmant que les décès survenus pendant la grève nationale étaient dus à des actes de "vandalisme".

Le gouvernement d'Iván Duque est coupable des violations systématiques des droits de l'homme en Colombie, a souligné la Conseillère Municipale sur le même réseau social.

Pour sa part, Sergio Marín, représentant du parti Comunes à la chambre basse, a qualifié l'attitude de Marta Lucia Ramirez de sans-gêne.

Le monde n'est pas aveugle, ni stupide, les preuves montrent que les vandales sont l'escadron mobile anti-émeute et les forces de l'ordre", a souligné le militant du Parti Comunes.

Marta Lucia Ramírez a déclaré à l'ONU que "ces meurtres se sont produits parce que, dans le cadre de manifestations légitimes soutenues et protégées par notre gouvernement, il y a malheureusement eu des minorités armées qui se sont infiltrées faisant des actes de vandalisme, tuant de nombreux citoyens qui étaient dans les lieux".

L'organisation non gouvernementale Temblores a considéré comme un manque de respect envers les familles des victimes, le fait que la fonctionnaire nie la responsabilité de la police dans plusieurs meurtres commis pendant la grève nationale.

Le collectif, qui a dénoncé les actes de violence dans le cadre de la grève nationale du 28 avril contre la politique gouvernementale, a constaté que dans au moins 44 cas, la responsabilité présumée incombe à la police nationale.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/264041-le-rapport-du-ministre-colombien-des-affaires-etrangeres-devant-les-nations-unies-recoit-des-critiques>



Radio Habana Cuba